



## DES **LUTTES** AUJOURD'HUI AU **SOCIALISME** DEMAIN

Bulletin des cellules d'entreprise de l'agglomération lyonnaise du **Mai 79**  
PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste **n°3 0,50F**

# Prendre le chemin de l'offensive !

Depuis les Etats généraux pour l'Emploi et le Mieux-vivre, les luttes sont toujours à l'ordre du jour sur l'agglomération ! Les chômeurs, dispersés, divisés par leurs situations, commencent à se regrouper et ont engagé une première action (pour les transports gratuits). Des objectifs novateurs, pour avancer vers les 36 heures et pour obtenir de premiers succès, tangibles, existent dans les entreprises (l'intégration du temps de transport, du temps de casse-croûte, et paiement comme temps de travail par exemple). Les pertes de pouvoir d'achat des mois passés poussent à l'action. L'exemple, enfin, des actions efficaces des sidérurgistes contre les plans de chômage gouvernementaux, l'unité populaire qu'ils s'efforcent de construire à l'échelle de leurs bassins : voilà qui fait réfléchir...

C'est bien sûr le moment que choisissent Giscard-Barre-Ceyrac pour tenter de faire taire les travailleurs. Ils ont peur que, parties de détachements avancés de notre classe, la colère et l'efficacité gagne de larges secteurs ouvriers. Alors ils répriment, prennent des otages et s'en prennent aux droits démocratiques et aux libertés syndicales, chèrement acquis par nos luttes passées.

A Berliet, pour ouvrir la voie de nouveaux licenciements collectifs et désorienter les syndicats, Zanotti veut licencier des délégués CGT et CFDT. A la SNAV, c'est des tentatives pour discréditer des délégués CGT combattifs, réprimer des militants CFDT. Aux Câbles, c'est le licenciement d'un militant CGT... Après la juste réplique aux nazillons de l'Eurodroite du 6 février dernier, des camarades

syndiqués CFDT et CGT ont été arrêtés, traités comme des malfaiteurs et cela, naturellement, sans preuve aucune. On veut en faire les otages du pouvoir. Exactement comme ces jeunes, de 17 à 25 ans, enfermés à Fresnes ou Fleury-Mérogis après le 23 mars. Pas plus «casseurs» qu'«autonomes», ils sont inculpés pour le port d'un casque ou d'une banderole, sur le seul témoignage de CRS...

Ceux qui s'en prennent aux droits syndicaux, licencient, matraquent les ouvriers à Denain, et les lycéens à Grenoble ; voilà les «casseurs» d'emplois et de libertés !

A leur violence quotidienne, leur arrogance de classe au pouvoir, comment répondre ? Croit-on que cela suffise de pétitionner ou de débrayer symboliquement quelques minutes, sans gêner la production, sans inquiéter les patrons ? Allons donc ! Le seul langage que connaissent vraiment ceux qui nous gouvernent, c'est celui qui monte d'une réplique offensive. Ils ne nous entendent que lorsque la colère gronde suffisamment haut et fort. Ils ne reculent que contraints et forcés par nos luttes. Ils ne céderont le pouvoir, enfin, que si on leur arrache des mains !

### OUI AUX ACTIONS EFFICACES !

Etre efficace, c'est aussi veiller à ne pas se battre pour d'autres intérêts que ceux de la classe ouvrière. C'est vouloir que la cible de nos luttes (la bourgeoisie impérialiste française) ne nous échappe pas. Ceux

SUITE PAGE 2

## Pour un large soutien à la lutte de Victor Gros Dubois et de tous les travailleurs antillais, guyanais et réunionnais

*La grève de la faim de Victor Dubois au centre de tri P.T.T. de Lyon (Montrochet), son hospitalisation et le meeting de soutien du 4 avril dernier, auquel notre parti appelait au côté de la CFDT et d'une dizaine d'organisations politiques françaises ou immigrées, ont reposé avec vigueur le problème des Antillais-Guyannais et Réunionnais.*

*Nombreux dans les PTT et la Santé, mais aussi (on l'oublie trop souvent) dans la métallurgie, les travailleurs A-G-R. sont doublement révoltés. Exploités comme leurs camarades français, ils sont exilés de leur terre natale, par le biais du BU-MI-DOM (organisation d'Etat, négrier légal des prétendus «départements et territoire d'Outre-mer»). Confrontés aux emplois subalternes, aux conditions de vie précaires, ils sont soumis à l'oppression culturelle des administrations (qui souvent leur interdisent de parler créole) et aux brimades racistes infligées aux immigrés.*

*Comme Victor Dubois (licencié abusivement en Martinique en 1971, réintégré par la lutte en 77, mais depuis muté en France contre son gré et qui depuis deux ans demande à être titularisé aux Antilles) des milliers d'A-G-R. exigent le déblocage des mutations, la création de postes aux Antilles, Guyane et Réunion, des voyages de congés annuels gratuits, l'embauche prioritaire des A-G-R. au pays, comme revendications immédiates. Mais pour eux, «Vivre, travailler et décider au pays» prend un sens aigu : il s'agit de rompre avec le colonialisme, d'arracher enfin l'indépendance et des compensations économiques sur le pillage honteux, le chômage et la misère perpétuée par la «vocation» de mono-culture et de tourisme qu'imposent les Barre et compagnie...*

*Ces travailleurs attendent des camarades français un réel soutien dans leur lutte et non le paternalisme commun aux organisations «charitables», aux partis de gauche (partisans du maintien de liens coloniaux) et à la majeure partie des directions syndicales actuelles. Quant à l'opération électorale de Marchais à la Réunion, ces jours derniers, aux côtés de son compère Vergès (du prétendu Parti communiste réunionnais), elle a écoeuré bon nombre d'A-G-R. : comment peut-on les appeler à «lutter en priorité contre l'Europe germano-américaine» et par contre se taire sur les liens coloniaux que maintient l'impérialisme français ? Au même moment pourtant l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) reconnaît le droit à l'indépendance de la Réunion !*

*L'heure est bien au large développement de la lutte des postiers, hospitaliers, ouvriers antillais, guyanais, réunionnais pour leurs droits y compris celui à l'indépendance !*

## Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom .....

Profession .....

Adresse .....

Envoyer à Front Rouge BP 47 Lyon Pré.

## Communiqué de presse du Bureau Politique du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste

Le gouvernement Giscard-Barre vient de franchir un nouveau pas dans les atteintes aux libertés démocratiques. En donnant ordre aux préfets d'interdire les manifestations dans le centre des villes, si toutes les garanties de sécurité n'étaient pas réunies, c'est au droit de manifestation que Giscard s'attaque.

Giscard a pris comme prétexte les incidents apparus dans la manifestation du 23. Mais aucun prétexte ne saurait faire oublier que lors de la manifestation du 23, c'est la police qui a provoqué de manière incessante les travailleurs.

Le droit de manifestation est un acquis de la lutte des travailleurs. Les déclarations de Giscard viennent de rappeler que la bourgeoisie, comme dans d'autres domaines, cherche à revenir sur cet acquis. S'appuyant sur les consignes de l'Elysée, les préfets pourront sélectionner à leur guise les manifestations acceptables et celles qui ne le sont pas. Et on sait ce que sera leur choix : les manifestations où toutes les garanties ne seront pas réunies, ce seront les manifestations des travailleurs combattifs, ce seront les manifestations des révolutionnaires.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Giscard a choisi cette période pour s'attaquer au droit de manifestation. Cette mesure participe de l'offensive frontale développée par la bourgeoisie contre les travailleurs. La colère des ouvriers de la sidérurgie en Lorraine et à Denain, s'est justement exprimée avec force et détermination. C'est à ces travailleurs victimes de la violence des licenciements que Giscard tente aussi d'arracher le droit élémentaire de manifestation.

Le PCR ml dénonce avec vigueur l'intolérable atteinte au droit de manifestation. Il appelle tous les travailleurs à réagir vigoureusement aux tentatives giscardiennes de remettre en cause les droits acquis. ■

## SUITE DE LA UNE

qui organisent le chômage et la répression, nos exploités patentés, ce n'est pas à Bruxelles ou Bonn qu'il faut d'abord les chercher... Nous ne devons pas nous désaisir du combat de classe ! Il est aujourd'hui de mauvaises causes auxquelles le PCF voudrait voir les travailleurs apporter leur soutien («Contre l'Europe germano-américaine et le déclin de la France»), pour son seul profit. Mais la conséquence pratique, on la voit chez Berliet : plutôt lutter «pour le poids lourd français» que pour les salaires et les libertés ! Et la polémique PS-PC, relayée trop souvent par la désunion CGT-CFDT, où nous mène-t-elle ? Là aussi, en tout cas, pas à l'efficacité. En tentant d'entraîner les travailleurs comme masse de manœuvre de leurs querelles, tout ce beau monde laisse le champ libre à Giscard-Barre-Ceyrac...

## PRENONS NOS AFFAIRES EN MAINS !

Contre ces manœuvres et ces diversions, la classe ouvrière doit prendre en main ses luttes et son destin. Face au vide politique laissé par les partis bourgeois de gauche comme de droite, il nous faut ensemble construire pas à pas dans les luttes une alternative révolutionnaire. Œuvrant à l'unité ouvrière, menant l'action contre les plans de la bourgeoisie en crise et ses restructurations, le Parti de Type nouveau auquel nous œuvrons déjà, s'édifie au cœur des entreprises. Ensemble, camarades, nous forgerons l'outil de l'émancipation ouvrière ! ■

# Berliet : Ne pas se tromper de cible

■ Renault Véhicules Industriels est devenu un banc d'essai de l'exploitation capitaliste. En janvier 1979, Zanotti, le PDG, a déclaré : « Il faut que RVI soit une société ayant des comptes équilibrés en 1980. Pour cela, il faut adapter les charges et réduire les coûts ». La mécanique est en route depuis. 250 travailleurs sont partis, « arrosés » d'une prime au départ individuel.

Licencier en douceur, à coups de millions, est devenu une solution qui fait école et que les patrons proposent dans la sidérurgie, aux Câbles de Lyon... Les mutations pleuvent aussi. Et Zanotti, crée ses « groupes polyvalents » (Renault Véhicules Industriels devient pour eux Renault Véhicules Intérim !) ... Diviser et désorganiser les travailleurs pour mieux régner, pour mieux exploiter. Là, Berliet est en pointe ! 950 cadres et ETAM, sont aujourd'hui dans le colimateur des restructurations. 1 000 travailleurs risquent d'être licenciés ensuite dans la foulée. Quant à la politique salariale, c'est la stricte application du plan Barre : +6 % à l'année seulement... La bourgeoisie française a sa solution à la crise du poids lourd dans ses mesures de restructuration. Renault, multinationale française, n'a ainsi rien à envier à ses concurrents en matière d'exploitation.

Pourtant, le PCF nous rabache « Il faut une solution nationale au poids lourd ». Pourquoi le parti de Marchais désire donc tant « défendre le groupe Renault attaqué de toute part par les multinationales germano-américaines » au lieu de s'en prendre à RVI et à notre bourgeoisie pour mettre en échec leurs plans d'austérité et d'exploitation ?

Certes, le PCF critique Renault, mais pour lui demander de faire produire plus, et de reconquérir le marché national et s'attaquer aux marchés étrangers. L'expérience de la fusion Berliet-Saviem, tant réclamée par le PCF dans les années 70, et aujourd'hui réalisée dans RVI, est là pour prouver qu'il n'y a pas « une solution industrielle nationale » en système capitaliste qui

réponde aux intérêts des travailleurs. Au contraire, la classe ouvrière ne peut que se retrouver obligée de retrousser les manches, une fois de plus, pour s'en prendre aux trusts germano-américains, pour le plus grand profit de « nos » capitalistes.

C'est trait pour trait l'idée du PDG Zanotti : « Il nous faut vendre mieux, vendre plus et renforcer la conquête de notre marché national » (janvier 79). D'ailleurs le ministre du Travail lui-même, Giraud (répondant au député PCF de Vénissieux, Marcel Houel) fixait pour RVI : « Une amélioration très sensible de la compétitivité. Celle-ci comporte notamment ainsi que vous le suggérez, le développement de nouveaux moteurs se substituant à des importations d'Allemagne ». Belle communion d'intérêts, là encore !

Où est donc notre intérêt à Berliet ? Contre qui nous battons-nous ? Que peuvent espérer les travailleurs de ces batailles de marchés ? Notre objectif à nous est clair : l'obtention de revendications ouvrières réelles, le salaire minimum à 3 000 F, les 35 heures, le plein emploi. Les « solutions industrielles » du PCF reposent, elles, sur une recherche de compétitivité accrue (et supposent donc l'intensification du travail et les restructurations).

Alors, ne nous trompons pas de cible. Ce n'est pas parce que la RFA est une puissance économique supérieure à la France qu'elle est en mesure d'imposer sa loi à toute l'Europe. Ce serait faire la part belle à Giscard-Barre ; ce sont bien eux qui sont responsables du redéploiement de l'industrie française et de son cortège de chômeurs. C'est justement pour faire face à la concu-



rence étrangère et accroître les profits des capitalistes en France.

Face à la politique d'exploitation des Giscard-Barre, il faut une riposte ouvrière d'ensemble, pour les faire céder. Pour cela, il faut développer la mobilisation à RVI, il faut rompre avec la logique chauvine, de compétitivité capitaliste, développée par le PCF.

Mettons en avant les véritables objectifs de lutte de la classe ouvrière !

Ne laissons pas RVI diviser les travailleurs ni préparer, par le licenciement

de délégués syndicaux, de nouvelles charrettes de licenciés. La cellule Berliet du PCR ml dénonce cette atteinte aux libertés, cette provocation (qui intervient au moment où Giscard-Barre s'en prennent aussi au droit de manifester). Limiter la riposte à cette attaque intolérable du PDG de RVI, c'est la porte ouverte à d'autres attaques patronales.

Notre parti appuiera toute action unitaire, massive, coordonnée et efficace et contribuera à ce qu'elle se développe ! ■

## SUITE DE LA PAGE 4

Longwy et Denain, les travailleurs de la SNAV aient trouvé le chemin d'actions dures et spectaculaires, qu'une sympathie et une solidarité populaire pour notre lutte s'en soit dégagée (comme en témoignèrent certaines délégations de soutien des entreprises de Vénissieux, Lyon, Villeurbanne, etc.) : ce n'est pas négligeable.

Que subsistent dans nos deux sections CFDT et CGT une volonté unitaire et des capacités d'actions communes, malgré la contre-offensive de certains éléments du PCF, n'est-ce pas un atout pour l'avenir ? Qu'au-delà des nationalités, les travailleurs de la SNAV aient su construire une unité de lutte qui dure après la grève : voilà aussi du positif...

Sans compter que, dans la période d'intransigeance patronale que nous traversons, la SNAV a dû reculer de 187 à 115 licenciements et même payer les jours de grève des 115 licenciés. Sans notre lutte, sans les initiatives prises, qu'en serait-il advenu ?

Plus nombreux, plus forts, il nous faudra reprendre l'action en tenant compte des leçons négatives et positives de cette lutte. Pour cela, il nous faut aller de l'avant : développer une syndicalisation de lutte de classes, maintenir l'unité syndicale sur la base des intérêts des travailleurs de la SNAV et non de manœuvres d'appareil, et renforcer les rangs communistes révolutionnaires ! Présents dans l'action et apportant leur contribution au bilan aujourd'hui, les militants du PCRml de la SNAV vous y appellent, camarades. ■



## SNAV : Pour aller de l'avant...

■ Le 15 janvier 1979, les travailleurs de la SNAV (Société Nouvelle des Ateliers de Vénissieux) décidaient, par 353 voix contre 197, d'occuper leur entreprise. La lutte contre les 187 licenciements décidés par Renault («maison mère») franchissait un pas important !

Fin septembre la direction annonce au Comité d'Entreprise la vente de la SNAV (950 salariés) par Renault pour un franc symbolique au groupe Fauvet-Girel, ainsi que la suppression du département camion porte-grue. Cette restructuration a été décidée lors d'un Conseil inter-ministériel sur le secteur ferroviaire. Il y avait des conditions suspensives à la vente : le dégraissage de travailleurs «indirects» (ETDA, magasiniers, caristes) et l'effacement du déficit des quatre années précédentes, à éponger par les banques.

### QUE S'EST-IL PASSE A LA SNAV ?

Que s'est-il passé à la SNAV, en effet, pour que des mesures de licenciements partielles (15 % de l'effectif) dans des catégories de personnels peu enclins à lutter (essentiellement ETDA) débouchent sur des actions offensives ? En effet, dans la même période, sur le Rhône, des dizaines de boîtes dégraisent leurs effectifs sans que l'action dépasse malheureusement le stade du débrayage de protestation.

Un premier élément de réponse réside dans l'impossibilité pour la ligne politique du PCF (pourtant dominant dans la CGT) de s'imposer de l'intérieur de la grève comme il l'aurait voulu. Ses propositions de défense des entreprises nationalisées sont vides de sens lorsque Renault licencie à la SNAV (comme à Berliet d'ailleurs), lorsque Renault paye au SMIC et assassine des travailleurs par manque de sécurité (deux morts en cinq ans à la SNAV). La volonté du PCF de préparer les élections européennes l'amène à débiter de grossières contre-vérités : selon un de ses tracts, le bradage de la SNAV serait dû à «la soumission de la France aux multinationales, la récupération des fabrications de la SNAV au profit de Mercedes, Mack, du groupe Empain et des

groupes allemands».

Par ailleurs, l'attitude des responsables et élus PCF de Vénissieux lors d'une réunion, où l'on devait soutenir la SNAV en lutte, a été de calomnier des travailleurs de la SNAV et animateurs de la lutte et de prétendre les chasser du rassemblement. Cela a éclairé plus d'un sur les pratiques du parti de Marchais, également.

En fait, pour s'opposer à l'occupation et aux initiatives prises dans la grève, le PCF s'est appuyé plus sur un certain légalisme et défaitisme d'une partie du personnel, sur le pessimisme de certains travailleurs, que sur ses propres propositions, creuses.

Un autre facteur, très important, a été l'existence de l'Intersyndicale, créée à l'initiative des délégués CFDT et CGT les plus combattifs. Elle a permis de dépasser l'influence dominante du PCF dans la CGT et de poser les problèmes en termes d'efficacité de la lutte ! C'est par son action qu'une soixantaine de tracts ont œuvré à la sensibilisation des travailleurs avant l'occupation. De même pour qu'on aboutisse un processus d'action qui a fait avancer la mobilisation d'octobre 1978 à l'occupation de janvier 1979. Cette Intersyndicale au service de l'action a permis aussi de conserver un potentiel de lutte qui s'est exprimé nettement le 7 février aux Etats Généraux de l'Emploi et du Mieux-vivre et lors de la séquestration du directeur général, 8 heures de suite, suite à un débrayage de 200 personnes... C'est d'elle aussi, sans doute, que la bagarre pourra reprendre à la SNAV.

### LES LIMITES DE NOTRE LUTTE

Malgré tout, nous n'avons pas réussi à faire plier la direction sur l'essentiel des licenciements. C'est la plus grave des limites objective, dure à encaisser... 115 licenciements (sur 187 prévus), c'est 115 de trop, c'est sûr. Nous

ressentons cela comme un rude coup. D'autant que l'absence de bilan-critique de la part de l'Intersyndicale risquerait de laisser là-dessus le pessimisme s'installer chez des camarades de travail, alors que nos tâches demeurent pour aujourd'hui et demain. Sans compter que des nouvelles pratiques syndicales, plus démocratiques et plus efficaces, mises en œuvre par l'Intersyndicale, dans la lutte, risquent d'être remises en cause par le licenciement qui menace un certain nombre de délégués combattifs.

L'autre limite de cette grève réside dans l'impossibilité rencontrée, pour établir une convergence des luttes sur l'emploi se déroulant au même moment : Feudor, Richier, BPR, Berliet, CEM.

Ainsi, malgré une lutte résolue, souvent inventive, où l'unité CGT-CFDT dans l'usine a pu se développer comme jamais auparavant, nous n'avons cependant pas arraché l'annulation de tous les licenciements. Et même, au lendemain de la grève, la prise d'un ancien militant CFDT (Larios) comme «bouc-émissaire» par la direction, a laissé un goût amer. Alors qu'une partie des militants PCF de la CGT prétendaient avoir son sauvetage en poche, Larios et ceux qui dans la CGT et dans la CFDT étaient prêts à le défendre, se sont trouvés mis devant le fait accompli d'un licenciement répressif. La direction a d'ailleurs également engagé des recours répressifs contre des militants protégés par un mandat syndical et espère bien se faire venger d'eux (et de cette grève qui lui a fait peur) par Boulin, le «ministre du chômage». La vigilance s'impose !

Dire cela, ce n'est donc pas tourner la page sur cette grève et penser que «puisque notre lutte n'a pas été une victoire totale, c'est un échec». C'est au contraire partir des acquis, du positif de notre action, pour prétendre aller de l'avant, se remobiliser contre Fauvet-Girel et ses plans, passer à l'offensive sur les salaires... Le fait que, avant même les camarades de

SUITE PAGE 3